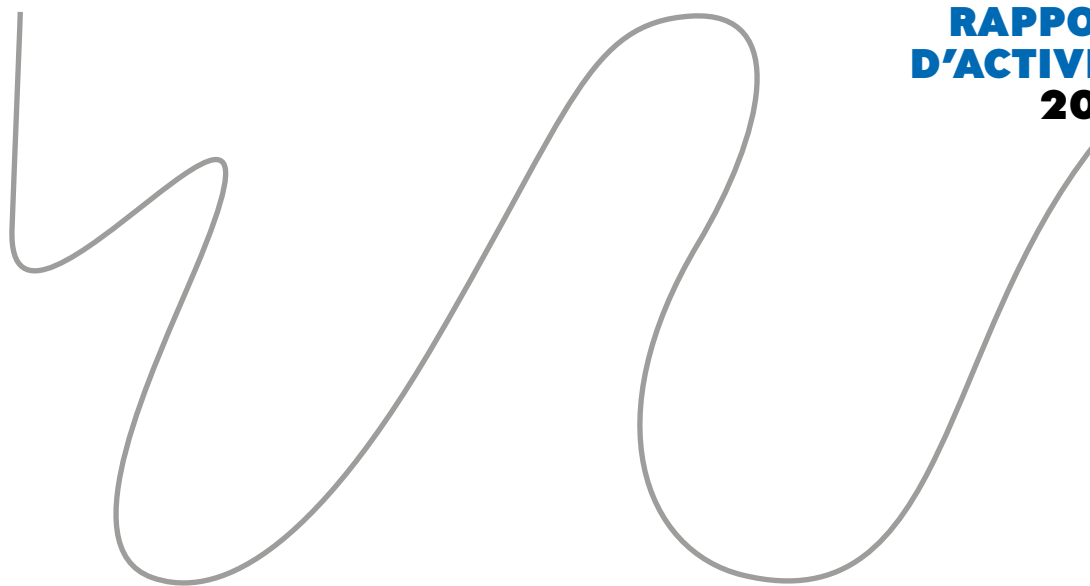


POTENTIEL LIBÉRÉ

**RAPPORT
D'ACTIVITÉ
2018**



**Banque
européenne
d'investissement**

La banque de l'UE 

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2018

POTENTIEL LIBÉRÉ



**Banque
européenne
d'investissement**

La banque de l'UE 

Rapport d'activité 2018 de la Banque européenne d'investissement

© Banque européenne d'investissement 2019.

Tous droits réservés.

Toutes les questions relatives aux droits et aux autorisations doivent être transmises à l'adresse suivante : publications@eib.org.

La BEI remercie les promoteurs et fournisseurs suivants pour les prises de vues illustrant ce rapport :

©BEI, RIMAC. Tous droits réservés.

L'autorisation de reproduire ou d'utiliser ces prises de vues doit être sollicitée directement auprès du détenteur des droits d'auteur.

Pour de plus amples informations sur les activités de la BEI, veuillez consulter le site web www.eib.org.

Vous pouvez aussi contacter le bureau d'information à l'adresse info@eib.org. Abonnez-vous à notre bulletin électronique à l'adresse <https://www.eib.org/fr/infocentre/newsletters/index>.

Publication de la Banque européenne d'investissement

Rédaction : équipe de rédaction de la BEI.

Mise en page : équipe graphique de la BEI.

Imprimé sur du papier FSC. Couverture : Soporset Premium Offset, FSC Mix ; intérieur : Munken Polar, FSC Mix

COMMENT CE RAPPORT EST-IL STRUCTURÉ ?

La Banque européenne d'investissement est la plus grande institution multilatérale de financement au monde. Pour un aperçu de ce que cela représente en volume de prêts, vous pouvez consulter les **FAITS MARQUANTS DE 2018** et **L'ACTIVITÉ DU GROUPE BEI DANS VOTRE PAYS**. **L'AVANT-PROPOS DU PRÉSIDENT**, dans lequel Werner Hoyer présente la stratégie et la réflexion qui ont sous-tendu l'activité de la BEI en 2018, vient compléter ce tableau général, qui donne une idée claire de la raison d'être de la Banque et de son rôle considérable.

Mais la Banque ne se résume pas à de simples volumes. C'est pourquoi nous avons rédigé ce rapport, afin d'inclure trois sections qui se concentrent sur des caractéristiques fondamentales de nos objectifs : **CROISSANCE ET EMPLOI, DÉVELOPPEMENT DURABLE** et **ÉGALITÉ DES SEXES**. Les sections sur l'emploi et le développement durable s'appuient toutes deux sur des récits évoquant tout d'abord les sources de financement – dans les deux cas, un particulier investissant dans un fonds de pension – puis le processus formidable de l'émission obligataire et de l'activité de prêt, avant de conclure par les bénéficiaires finals. Vous y ferez la connaissance d'une femme en Croatie, dont l'emploi d'ingénieure a été créé grâce à ce mécanisme complexe, et celle d'une femme chef de file de la microfinance, très inspirante, dont l'activité change vraiment la donne sur le terrain au Sénégal. Dans la section consacrée à l'égalité des sexes, vous trouverez un éventail de projets qui contribuent à la sécurité des femmes ou à l'amélioration de leur situation au travers d'opérations de la BEI dans divers pays, de l'Inde à l'Irlande.

À la base de ces récits, notre volonté de vous informer de la démarche durable de la BEI afin d'ouvrir des perspectives pour les citoyens de l'UE et pour les populations des pays en développement. C'est ce que nous nous sommes efforcés de faire en 2018. Alors que nous dressons le bilan de l'année écoulée, nous pouvons affirmer haut et fort : **POTENTIEL LIBÉRÉ**.

SOMMAIRE

6	AVANT-PROPOS	
8	FAITS MARQUANTS DE 2018	
10	L'ACTIVITÉ DU GROUPE BEI DANS VOTRE PAYS	
12	DES OBLIGATIONS QUI NOUS LIENT	CROISSANCE ET EMPLOI
14	UN ENSEIGNANT TOURNÉ VERS LE MONDE	
15	DES BILLETS VERTS À L'APPUI D'INVESTISSEMENTS VERTS	
16	FINANCER LA BANQUE DE L'UE	
18	EST-CE UN OISEAU ? UN AVION ? NON, C'EST UN PRÊT D'AMORÇAGE-INVESTISSEMENT !	
19	OBJECTIF ATTEINT	
20	L'INNOVATION, CELA S'ACHÈTE OÙ ?	
22	LA PROBLÉMATIQUE DE L'OEUF ET DE LA POULE APPLIQUÉE AUX BATTERIES	
23	LA VOITURE ÉLECTRIQUE ET LE FAUTEUIL ROULANT LES PLUS RAPIDES AU MONDE ?	
24	DÉPOLLUER L'ADRIATIQUE ET L'INDUSTRIE AUTOMOBILE	
26	LA ROUTE EST LONGUE, IL EST URGENT DE S'Y ENGAGER	DÉVELOPPEMENT DURABLE
28	ÉLEVÉE DANS UN LIEU À PART	
29	LE DEVOIR DE PROTÉGER L'AVENIR	
30	DE NOUVELLES OBLIGATIONS POUR UN AVENIR DURABLE	
32	UN MEILLEUR ASSAINISSEMENT POUR DES ENFANTS EN MEILLEURE SANTÉ	
33	POUR UNE DURABILITÉ QUI DURE	
34	MILITANTE DEPUIS L'ENFANCE	
35	UNE FONDATION DE MICROCRÉDIT POUR SORTIR DE LA PAUVRETÉ	
36	NE PLUS LAISSER DE CÔTÉ LA MOITIÉ DE LA PLANÈTE	ÉGALITÉ DES SEXES
38	L'AVENIR AVEC STYLE	
39	ÉNERGIE FÉMININE (ET RENOUVELABLE)	
40	DES MICROCRÉDITS POUR UN MACRO-IMPACT	
41	À L'AVANT-GARDE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET DE LA SANTÉ	
42	ET MAINTENANT ?	

AVANT-PROPOS

Pour son 60^e anniversaire, la Banque européenne d'investissement a été confrontée à un environnement exigeant un soutien européen fort et des signes clairs de stabilité. Les valeurs européennes et le multilatéralisme ont été sous le feu d'un nationalisme borné. Parallèlement, la Banque a dû faire face à l'évolution de la situation économique, au recul continu de la compétitivité européenne et à une pénurie de financements dans le domaine de l'innovation.

Je suis fier que le Groupe BEI soit parvenu à surmonter ces difficultés en faisant preuve d'une souplesse et d'une réactivité qui ne sont généralement pas associées à de grandes et vénérables institutions. Le présent rapport détaille l'incidence des activités de la BEI, au fil de l'année 2018, sur les principaux enjeux de notre quotidien, comme la compétitivité, l'emploi, l'égalité des sexes et le développement durable. Nous avons noué des relations avec de nouveaux partenaires, cherché de nouveaux clients, exploré de nouvelles idées. Nous avons travaillé sous la pression constante générée par des événements extérieurs, comme le Brexit, et la nécessité consécutive de garantir nos besoins en capitaux. Au terme de cette année, la BEI est ressortie plus forte que jamais et elle a effectué de nouveaux investissements qui se révéleront une source d'emploi et de croissance durable pour les décennies à venir. La BEI continue d'investir dans l'avenir de l'Europe.

La croissance et l'emploi sont les finalités primordiales du Plan d'investissement pour l'Europe et, en 2018, la BEI a largement rempli ses objectifs concernant ces deux piliers du plan dont elle a la charge, en tant que banque de l'UE. Avant les trois années prévues, le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) a atteint son objectif de 315 millions d'euros d'investissements mobilisés, tout en maintenant un équilibre entre les régions de l'UE. Son incidence directe est particulièrement notable dans les pays les plus sévèrement touchés par la crise financière. Dans les régions relevant de l'objectif de cohésion, notre analyse économique montre que le FEIS a eu une formidable incidence sur le long terme en améliorant la compétitivité et en stimulant la croissance économique future.

Le FEIS a éliminé le risque lié aux investissements et a eu un effet de catalyseur pour les investissements privés : grâce à la garantie de la Commission européenne, le Groupe BEI a pu utiliser ses propres ressources pour l'octroi de prêts destinés à des projets présentant des niveaux de risque plus élevés que ce que la Banque assumerait normalement, et des investisseurs du secteur privé ont pu être mobilisés. Le FEIS s'est concentré sur des secteurs innovants et des petites entreprises, leurs besoins étant particulièrement pressants. (Veuillez noter que je fais référence aux résultats de l'ensemble du Groupe BEI concernant le FEIS, car le Fonds européen d'investissement s'est révélé particulièrement efficace dans le soutien du secteur vital des petites et moyennes entreprises dans le cadre du Plan d'investissement pour l'Europe.) Le FEIS continuera à être déployé dans les secteurs et les régions où il est le plus nécessaire, alors que nous passons désormais à l'objectif de 500 milliards d'euros d'investissements mobilisés d'ici 2020.

En 2018, les services de conseil, deuxième pilier du Plan d'investissement, ont apporté une contribution plus importante et toujours plus essentielle à la croissance future de l'Europe et à l'innovation. Ils ont travaillé sur 528 nouvelles missions en 2018, pour des projets qui appuieront un investissement estimé



“ Au terme de cette année, la Banque européenne d’investissement est ressortie plus forte que jamais et elle a effectué de nouveaux investissements qui se révéleront une source d’emploi et de croissance durable pour les décennies à venir. ”

à 45 milliards d’euros. Le stade précoce auquel les services de conseil de la Banque fournissent leur expertise est sans nul doute déterminant, permettant à des projets innovants de passer de la conception à la réalisation.

Par conséquent, le nombre de nouveaux clients a augmenté et la taille du prêt moyen a baissé de 14 %, ce qui a entraîné des exigences plus élevées vis-à-vis du personnel de la BEI en matière d’audit préalable, d’analyse juridique et d’établissement de rapports. Nous continuerons à adapter notre modèle économique pour faire face à l’évolution des besoins de l’économie européenne. En 2019, la moitié des accords devraient être signés avec de nouveaux clients, dont pas moins de 80 % pour de nouveaux produits et initiatives dans le segment à plus haut risque.

Le Groupe BEI renforce constamment ses processus et ses modes de mise en œuvre pour résister aux chocs économiques et politiques. Il témoigne d’une coopération multilatérale vraiment efficace sur des sujets allant des changements climatiques aux migrations. Le 60^e anniversaire de la Banque a rappelé de manière opportune l’incidence de notre travail sur la vie des citoyens de l’UE depuis des décennies. Nous réaffirmons notre engagement d’investir dans l’avenir de l’Europe et d’ouvrir la voie à une croissance prospère et durable pour les citoyens européens.

Werner Hoyer

FAITS MARQUANTS DE 2018¹

RÉSULTATS DU GROUPE BEI

FINANCEMENTS DE LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT (BEI)	55,63 Mrd EUR signés
FINANCEMENTS DU FONDS EUROPÉEN D'INVESTISSEMENT (FEI)	10,06 Mrd EUR signés
FINANCEMENTS DU GROUPE BEI ²	64,19 Mrd EUR
NOMBRE D'OPÉRATIONS SIGNÉES	854
TOTAL DES INVESTISSEMENTS SOUTENUS (INDICATIF)	environ 230 Mrd EUR
MONTANT TOTAL COLLECTÉ PAR LA BEI	60 Mrd EUR

DOMAINES PRIORITAIRES

PME ET ETI	23,27 Mrd EUR
INNOVATION	13,52 Mrd EUR
INFRASTRUCTURES	12,25 Mrd
ENVIRONNEMENT	15,15 Mrd EUR
CLIMAT (BEI)	> 29 % du total des financements
COHÉSION ET CONVERGENCE ÉCONOMIQUES ET SOCIALES (BEI, EUROPE)	31,8 % du total des financements

PLAN D'INVESTISSEMENT POUR L'EUROPE³

FINANCEMENTS APPROUVÉS AU TITRE DU FEIS	70,4 Mrd EUR
NOMBRE D'OPÉRATIONS APPROUVÉES	1 031
TOTAL DES INVESTISSEMENTS LIÉS AU FEIS	375,5 Mrd EUR
% DE L'OBJECTIF DE 500 MRD EUR	75 %
TOTAL DES INVESTISSEMENTS SIGNÉS AU TITRE DU FEIS (BEI)	39,1 Mrd EUR
TOTAL DES INVESTISSEMENTS SIGNÉS AU TITRE DU FEIS (FEI)	14,6 Mrd EUR
TOTAL DES FINANCEMENT DU GROUPE BEI SIGNÉS AU TITRE DU FEIS	53,7 Mrd EUR

¹ Toutes les données chiffrées sont non auditées et provisoires. Sauf mention contraire, elles concernent toutes le Groupe BEI.

² Du chiffre indiquant le total des financements du Groupe BEI a été retirée la valeur d'un léger chevauchement dû à des engagements conjoints de la BEI et du FEI.

³ Les chiffres vont du début du Plan d'investissement pour l'Europe jusqu'en décembre 2018.

INCIDENCE DES OPÉRATIONS DU GROUPE BEI ⁴

TOTAL DES INVESTISSEMENTS SOUTENUS EN 2017	232 Mrd EUR
NOUVEAUX EMPLOIS CRÉÉS D'ICI 2021	1,2 Mio
IMPACT SUR LE PIB DE L'UE D'ICI 2021	+ 1,1 %
NOUVEAUX EMPLOIS CRÉÉS D'ICI 2036	650 000
IMPACT SUR LE PIB DE L'UE D'ICI 2036	+ 0,7 %

EN DÉTAIL ⁵

NOMBRE DE PME ET D'ETI SOUTENUES	374 000
NOMBRE D'EMPLOIS SOUTENUS DANS DES PME OU ETI⁶	5 Mio
CAPACITÉS DE PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ	15 228 MW, dont 86,1 % à partir de sources renouvelables
LIGNES ÉLECTRIQUES CONSTRUITES OU REMISES EN ÉTAT	26 037 km
FOYERS POUVANT ÊTRE ALIMENTÉS EN ÉLECTRICITÉ	34,3 Mio
CONNEXIONS NUMÉRIQUES NOUVELLES OU AMÉLIORÉES À TRÈS HAUT DÉBIT	29 Mio
POPULATION AYANT ACCÈS À UNE EAU POTABLE PLUS SÛRE	20 Mio
POPULATION BÉNÉFICIAIRE DE MEILLEURS SERVICES D'ASSAINISSEMENT	10 Mio
POPULATION MOINS EXPOSÉE AU RISQUE D'INONDATION	1,7 Mio
USAGERS SUPPLÉMENTAIRES DE MOYENS DE TRANSPORT FINANCÉS PAR LA BEI	290 Mio
POPULATION BÉNÉFICIAIRE DE SERVICES DE SANTÉ AMÉLIORÉS	27,3 Mio
NOUVELLES CAPACITÉS DE TRAITEMENT DES DÉCHETS (EN TONNES PAR AN)	3,9 Mio
TERRES AGRICOLES OU SYLVICOLES BÉNÉFICIAIRE D'UNE MEILLEURE GESTION	1,45 Mio ha

⁴ Sur la base du modèle économique conjointement élaboré par le département Analyses économiques de la BEI et le Centre commun de recherche de la Commission européenne, données relatives aux opérations dans l'UE.

⁵ Les chiffres correspondent aux résultats attendus pour de nouvelles opérations de financement signées pour la première fois en 2018, sur la base des informations disponibles à ce stade. Sauf mention contraire, ils concernent la BEI.

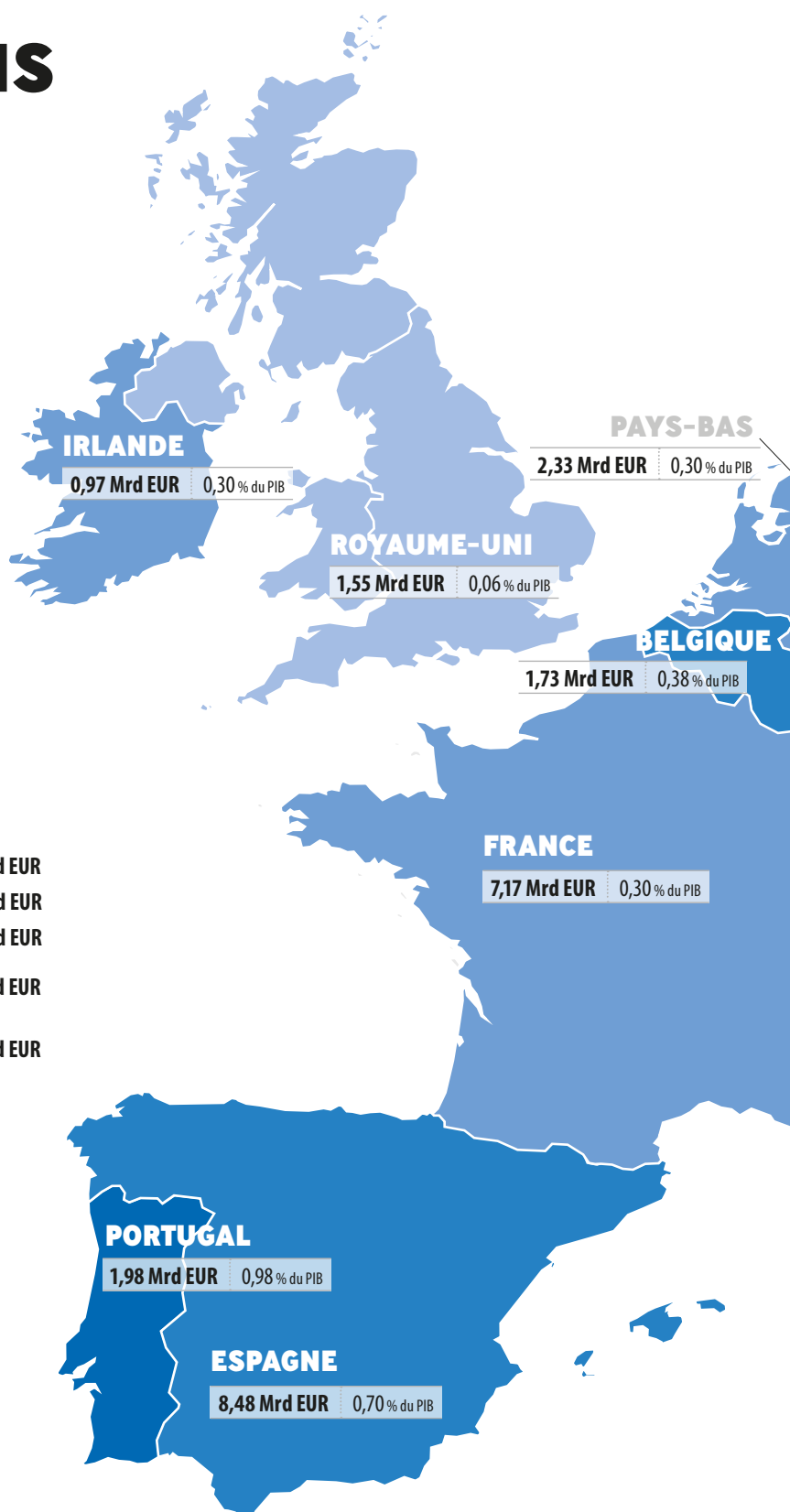
⁶ Le nombre d'emplois soutenus dans des PME ou ETI correspond au nombre d'employés dans des PME ou des ETI qui ont bénéficié d'un financement BEI en 2018 et au nombre d'employés dans des PME qui ont reçu un financement FEI entre octobre 2017 et septembre 2018.

L'ACTIVITÉ DU GROUPE BEI DANS VOTRE PAYS

OPÉRATIONS DANS PLUSIEURS PAYS DE L'UE

0,73 Mrd EUR 0,35 % du PIB

ÉLARGISSEMENT ET AELE*	1,9 Mrd EUR
PAYS VOISINS DE L'EST	0,6 Mrd EUR
MÉDITERRANÉE	2,2 Mrd EUR
ACP**, PTOM*** ET	1,7 Mrd EUR
AFRIQUE DU SUD	
ASIE, ASIE CENTRALE ET	1,7 Mrd EUR
AMÉRIQUE LATINE	



* Association européenne de libre-échange.

** Afrique, Caraïbes et Pacifique.

*** Pays et territoires d'outre-mer.

Les couleurs sombres représentent des investissements plus élevés en pourcentage du PIB



DES OBLIGATIONS QUI NOUS UNISSENT

Quel est le point commun entre Harry, professeur de lycée à Santa Monica, en Californie, et Elizabeta, jeune ingénieure Batteries en Croatie ? Tout simplement, une obligation. C'est-à-dire un instrument financier à revenu fixe émis par la Banque européenne d'investissement. Suivez, avec nous, le chemin parcouru par les fonds, de la côte Pacifique à la côte Adriatique, avant d'effectuer le voyage inverse (avec des intérêts).

1

Harry Keiley est enseignant à Santa Monica, en Californie. Chaque mois, il verse environ 10 % de son salaire sur un fonds de pension.

2

CalSTRS, le fonds de pension d'Harry, achète dans le monde entier des instruments financiers, dont des obligations émises par la BEI. Pourquoi CalSTRS investit-il dans ces obligations et, plus précisément, pourquoi achète-t-il aussi des obligations vertes de la BEI ?

3

Outre des fonds de pension tels que CalSTRS, qui achète les obligations de la BEI et pour quels motifs ?

4

L'un des instruments de la BEI mis en avant par le Plan d'investissement pour l'Europe est le prêt d'amorçage-investissement, un prêt qui assume une partie des risques auxquels les entrepreneurs sont confrontés quand ils développent leur activité. Pourquoi appelle-t-on cela des quasi-fonds propres ?

5

La BEI associe les fonds générés par l'émission d'obligations à d'autres instruments afin de créer divers produits financiers. L'un de ces instruments est une garantie du budget de l'UE qui appuie le Fonds européen pour les investissements stratégiques. Partie intégrante du Plan d'investissement pour l'Europe, elle permet à la BEI d'investir dans des entreprises plus petites, plus risquées et plus jeunes. A-t-elle porté ses fruits ?

6

La Banque se concentre sur quatre grands domaines d'investissement. L'innovation en fait partie. Lorsque nous investissons dans l'innovation, que finançons-nous exactement ?

7

Dans le secteur automobile, l'innovation concerne actuellement deux domaines : l'électrification et la conduite autonome. De quelle façon les voitures de sport électriques les plus rapides au monde, qui peuvent atteindre 410 km/h, aident-elles chacun d'entre nous à utiliser des transports plus respectueux de l'environnement ?

8

Rimac, une entreprise croate qui a bénéficié d'un financement de la BEI en 2018, fabrique les voitures de sport électriques les plus rapides au monde. Elle est aussi à l'origine de grandes avancées dans la technologie des batteries.

9

Découvrez comment Elizabeta Žalac, jeune ingénieure Batteries, a obtenu un poste chez Rimac et essaie de changer le monde.

1

UN ENSEIGNANT TOURNÉ VERS LE MONDE

Lorsque Harry Keiley a commencé à enseigner, il y a près de 30 ans, il donnait aux lycéens des cours d'économie et d'éducation civique. Investir et gérer ses finances n'était pas encore au programme. « Sans aucun doute, c'est quelque chose dont tout le monde a réellement besoin aux États-Unis », affirme-t-il aujourd'hui.

Harry est l'un des milliers d'enseignants de Californie dont l'épargne retraite est gérée par CalSTRS, la caisse créée à leur intention (California State Teachers' Retirement System). Le régime à prestations définies, auquel souscrivent automatiquement tous les enseignants de Californie, investit pour leur compte collectivement. Harry souscrit également à un régime complémentaire volontaire auprès du fonds.

Lorsqu'un fonds de pension américain achète une obligation de la BEI, c'est un pari financier qui tient la route et un investissement en Europe qui, sinon, n'aurait peut-être pas été effectué

« Les enseignants ne sont pas différents de la plupart des Américains : ils travaillent dur et appartiennent à la classe moyenne. Ils présentent toutefois des caractéristiques uniques : ce sont tous des professionnels qui ont suivi des études supérieures et qui, pour la plupart, ont obtenu des diplômes de deuxième ou troisième cycle », affirme-t-il. « En ce qui concerne les retraites complémentaires, de très nombreuses options et choix leur sont certes proposés, mais les intérêts du fonds et ceux des enseignants divergent considérablement. Il arrive parfois que les enseignants finissent par prendre des décisions qui ne servent pas au mieux leurs intérêts. »

Selon Harry, c'est ce qui distingue CalSTRS : grâce aux commissions peu élevées facturées par le régime de pension, les enseignants conservent une plus grande partie des bénéfices de leurs investissements. De plus, l'éventail de possibilités – par exemple, que les contributions du régime complémentaire soient investies principalement dans des obligations ou des opérations de capital-investissement sur les marchés émergents – n'est pas écrasant pour les enseignants qui peuvent manquer d'expérience en questions financières. « Comme j'espère pouvoir travailler encore plusieurs années et rester en bonne santé et apte à travailler, j'ai choisi une approche plus dynamique pour mon régime complémentaire. Si j'étais plus âgé, j'adopterais peut-être une stratégie plus prudente. Mais j'ai la possibilité de faire ce choix moi-même. »

Harry encadre de jeunes athlètes dans un lycée de Santa Monica. Au lieu de faire cours à des classes, il travaille en tête-à-tête avec des étudiants qui pratiquent intensément un sport au lycée : football, football américain, basketball ou baseball. « Je les aide à se constituer une boîte à outils qui augmentera leurs chances de réussite en classe, sur le terrain de sport et, par la suite, dans la vie en général », explique-t-il. Cette boîte à outils permettra entre autres aux jeunes sportifs de gérer leurs finances, un domaine dans lequel Harry a beaucoup d'expérience grâce à son engagement auprès de CalSTRS.

Harry Keiley
Enseignant dans un lycée de Santa Monica, en Californie



2 DES BILLETS VERTS À L'APPUI D'INVESTISSEMENTS VERTS

Lorsque la Commission des retraites des enseignants de Californie se réunit, environ tous les mois, elle invite des enseignants à assister aux débats ou à suivre les échanges via une diffusion sur le web. De nombreux enseignants saisissent cette occasion pour faire entendre leur voix. « Ce que je peux dire au sujet des enseignants, c'est que ce sont des parties prenantes vraiment passionnées et investies », explique Michael Sicilia, responsable de la stratégie pour les relations publiques chez CalSTRS, deuxième fonds de pension américain par la taille, dont l'organe directeur est la Commission des retraites des enseignants de Californie.

CalSTRS, qui avait 223,8 milliards de dollars sous gestion au 30 juin 2018, est au service de plus de 910 000 enseignants, de la maternelle à l'université. Tous les enseignants de Californie versent environ 10 % de leurs revenus sur un fonds pour financer leur retraite ; leur employeur contribue à hauteur de 18 à 19 % de leurs coûts salariaux et l'État apporte également une contribution.

Harry Keiley est un des enseignants dont l'épargne-retraite est investie chez CalSTRS, mais pas seulement. Il siège également à la Commission des retraites des enseignants, qui supervise les activités de CalSTRS pour le compte des enseignants. « La commission est responsable de la stratégie d'allocation d'actifs, qui nous aide à déterminer la fourchette (en pourcentage) du portefeuille qui sera investie dans chaque classe d'actifs, qu'il s'agisse d'immobilier ou d'obligations, à l'intérieur ou à l'extérieur des États-Unis », explique-t-il. « Mais les décisions d'investissement spécifiques sont prises par le personnel de CalSTRS. »

Cathy DiSalvo, gestionnaire de portefeuille associée chez CalSTRS, participe à la prise de ces décisions d'investissement. Suivant ses conseils, CalSTRS a investi dans les obligations de la BEI. « Concernant la BEI et d'autres émetteurs supranationaux, nous les considérons généralement comme des participations judicieuses en matière de risques, car elles sont très bien notées et constituent donc un investissement sûr et stable », affirme-t-elle. « Avec la BEI, cela va même plus loin, car nous connaissons ses activités en tant que banque de l'UE, à savoir investir en faveur du développement durable, de la création d'emplois – nous comprenons très bien les activités de la BEI et nous sommes donc en mesure de les appuyer. »

Selon Cathy DiSalvo, les combustibles fossiles et l'environnement sont un sujet qui intéresse particulièrement les enseignants. Les obligations climatiquement responsables de la BEI – dont le produit n'est affecté qu'à l'action en faveur du climat – s'avèrent donc très utiles. CalSTRS a acheté en 2018 des obligations de ce type, connues sur le marché sous le nom d'obligations vertes. « Avec les obligations vertes, nous mettons un point d'honneur à passer en revue les projets auxquels les fonds sont alloués », déclare Cathy DiSalvo. « Et nous présentons à notre conseil d'administration les différents émetteurs et la nature des projets mis en œuvre. »

Siégeant à la commission, Harry Keiley est convaincu que CalSTRS est à la pointe de l'investissement environnemental. « Non seulement pour ce qui est de comprendre le risque environnemental des divers investissements, mais aussi de détecter les possibilités d'investissement dans le secteur de l'environnement », dit-il.

Les obligations vertes de la BEI aident à lui donner raison.

Cathy DiSalvo
Gestionnaire de portefeuille associée chez CalSTRS



“ Nous connaissons ses activités en tant que banque de l'UE, à savoir investir en faveur du développement durable, de la création d'emplois... nous sommes donc en mesure de les appuyer ”

3 FINANCER LA BANQUE DE L'UE

Eila Kreivi, directrice du département Marchés des capitaux de la Banque européenne d'investissement, sait que le meilleur moment pour lever des capitaux sur les marchés est le début de l'année, puis de nouveau en septembre ou en octobre. « Les investisseurs arrêtent leurs comptes en fin d'année, puis se croisent les bras pendant les quatre à six semaines restantes, tandis que l'argent s'amoncèle dans les coffres. Une fois la nouvelle année entamée, ils ont de l'argent à revendre et ont hâte de produire les fruits escomptés. Ils se mettent alors en quête de produits à acheter », dit-elle. « Il faut faire fructifier l'argent »

Le même phénomène se répète en milieu d'année, quand les investisseurs arrêtent leurs comptes et partent en vacances en laissant l'argent s'accumuler jusqu'à leur retour ; quand vient septembre, ils recommencent à investir.

La BEI consulte ses banques partenaires pour planifier de grandes émissions obligataires, en faisant particulièrement attention aux indicateurs de la demande sur le marché pour décider de l'échéance, de la devise et d'autres caractéristiques propres à chaque émission. Qu'est-ce qui se vendra le mieux ? Une obligation à dix ans en dollars américains ou une obligation à cinq ans en euros ? Avant le début de chaque année, le conseil d'administration approuve le programme global de collecte de ressources de la Banque, y compris le montant maximal de fonds à lever et les principes orientant ses investissements.

Il faut faire fructifier l'argent

Les principaux acheteurs d'obligations BEI sont les services de trésorerie de banques du secteur privé, des banques centrales hors UE, des fonds d'investissement et des fonds de pension comme CalSTRS. « La demande des banques découle des exigences réglementaires les obligeant à maintenir des volants de liquidité sous la forme de titres de qualité élevée et fortement liquides, comme les obligations de la BEI », explique Eila. « Et c'est le bilan d'une banque qui dictera ses besoins en ce qui concerne la devise dans laquelle l'obligation sera libellée. Si son bilan est en couronnes suédoises, elle devra acheter des obligations dans cette monnaie. »

Eila affirme qu'en Europe, presque tous ceux qui peuvent acheter des obligations de la BEI le font, à l'exception des pays de la Méditerranée où les rendements plus élevés des obligations d'État rendent ces dernières plus compétitives. Si les économies italienne, grecque, portugaise et espagnole s'améliorent suffisamment pour que les rendements des obligations d'État baissent, la demande d'obligations de la BEI pourrait également s'intensifier dans ces pays.

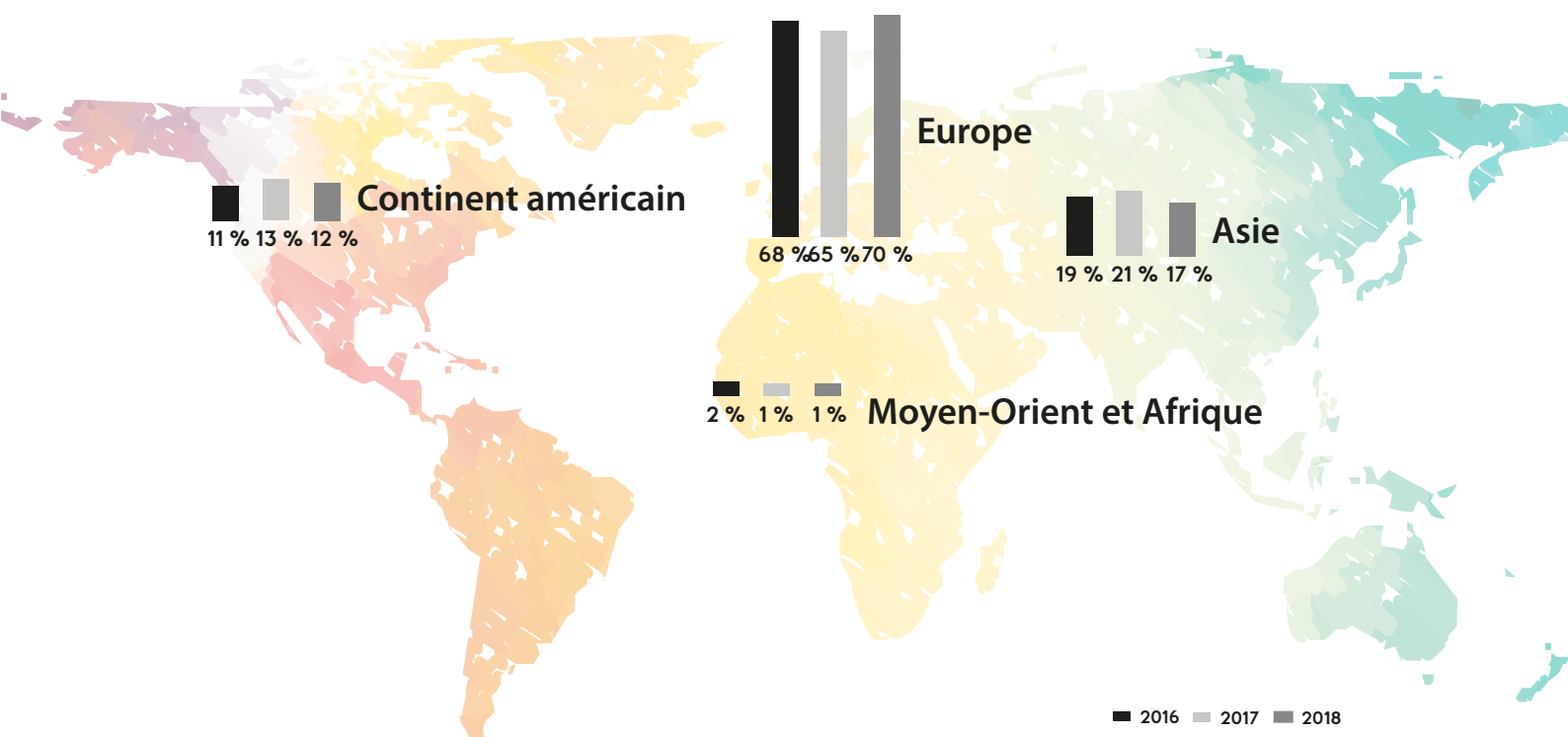


Eila Kreivi
Directrice du département Marchés des capitaux de la BEI

À l'heure actuelle, la BEI cherche de plus en plus à mobiliser des capitaux à l'extérieur de l'Europe, émanant par exemple des réserves de monnaie de banques centrales hors UE. En effet, si les banques centrales de l'UE ne sont pas autorisées à acheter des obligations de la BEI sur le marché primaire en vertu des règles du traité de Maastricht, d'autres banques centrales peuvent le faire. Dans ce cas, le dollar américain est la devise la plus populaire, affirme Eila.

Autre source de nouveaux financements, les investisseurs du secteur privé. « Nous voulons maximiser le nombre d'investisseurs. Quand on veut emprunter beaucoup, il ne faut pas tout miser sur un seul cheval », affirme encore Eila. « C'est pourquoi nous devons aussi faire l'effort de mieux expliquer qui nous sommes au monde extérieur. Pourquoi ne voudrions-nous pas attirer en Europe de l'argent provenant de l'extérieur de l'UE ? »

Activités globales de financement en 2018 : 60 MRD EUR



VENTILATION PAR DEVISE



4 EST-CE UN OISEAU ? UN AVION ? NON, C'EST UN PRÊT D'AMORÇAGE- INVESTISSEMENT !

Au lendemain de la crise économique européenne, les petites et moyennes entreprises innovantes ne parvenaient pas à trouver les fonds nécessaires pour développer leurs activités. La situation était désespérée sur tout le continent et la BEI a dû inventer un super héros pour venir à sa rescousse. Ce nouveau produit financier sans peur et sans reproche va là où les autres instruments n'osent pas s'aventurer, pour sauver, dans toute l'Europe, des entreprises innovantes en proie à une pénurie de financements. Le prêt d'amorçage-investissement est un produit de la BEI qui partage à la fois des caractéristiques d'un prêt et d'un investissement en fonds propres. Ce qui le rend unique : le remboursement de l'investissement de la BEI est corrélé à la performance de l'entreprise, sans dilution de la participation des fondateurs.

« **S**ur le plan économique, c'est comme un apport de fonds propres », explique Hristo Stoykov, chef de la division Capital de croissance et financement de l'innovation de la BEI. « Nous prenons le même risque que les détenteurs de participations. »

Le prêt d'amorçage-investissement est aussi appelé apport de quasi-fonds propres. « Si l'entreprise fait faillite, nous perdons l'argent plus ou moins de la même façon que les détenteurs de parts du capital. Si, par contre, elle est couronnée de succès, nous profitons en partie de sa réussite », ajoute Hristo.

Sur le fond, ce produit est un prêt octroyé à une entreprise dont le bilan ne laisse pas entrevoir qu'elle est en mesure d'assurer le service d'une telle dette lorsqu'elle en fait la demande. La BEI a pu déployer pleinement cet instrument dans le cadre du Fonds européen pour les investissements stratégiques afin de soutenir des entreprises innovantes à la croissance rapide. « Les entreprises à la croissance rapide sont un nouveau type de client pour la Banque, et toutes les opérations que nous mettons en œuvre avec cet instrument sont signées avec un nouveau client pour la Banque », souligne Hristo. Pour que les fonds soient acheminés plus rapidement vers les entreprises, le Conseil d'administration de la BEI a autorisé le Comité de direction à approuver les opérations de prêt d'amorçage-investissement, dans la mesure où elles respectent les critères d'admissibilité des investissements dans l'innovation.

“ Il n'y a pas deux opérations qui se ressemblent. Chacune est unique ”

« Nous avons dû faire preuve d'une plus grande souplesse pour approuver ces opérations, nous montrer plus flexibles », concède Hristo. « Il n'y a pas deux opérations qui se ressemblent. Chacune est unique. »

Hristo Stoykov
Chef de la division Capital de croissance
et financement de l'innovation de la BEI



5 OBJECTIF ATTEINT

La nouveauté peut comporter des risques. Après tout, si personne n’a tenté une opération auparavant, qui sait ce qui peut advenir ? C’est dans ce cas qu’intervient le Fonds européen pour les investissements stratégiques.

Dans le cadre du Plan d’investissement pour l’Europe, baptisé plan Juncker, le Groupe BEI et la Commission européenne ont affecté 21 milliards d’euros à un programme de garantie appelé le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS). L’appui du FEIS permet à la Banque d’investir dans des projets plus risqués, plus innovants – des projets comportant parfois des actifs incorporels et pour lesquels il y a peu de références.

En 2018, le Groupe BEI a atteint, au titre du FEIS, son premier objectif ambitieux, dépassant même sa cible initiale de 315 milliards d’euros d’investissements sur trois ans. À la fin du délai fixé, en juillet, le chiffre effectif était supérieur à 334 milliards d’euros. Selon les estimations, ce mécanisme devrait engendrer une augmentation du PIB de l’UE de 1,3 % d’ici 2020 et la création de 1,4 million d’emplois. Ces investissements auront également un impact structurel durable sur la productivité et la compétitivité. Selon une évaluation des incidences macroéconomiques réalisée par des économistes de la BEI en collaboration avec le Centre commun de recherche de la Commission européenne, d’ici 2036, ces opérations auront généré une augmentation supplémentaire du PIB de l’UE de 0,9 % et quelque 800 000 créations d’emplois.

Il n’est donc pas surprenant que les législateurs de l’Union aient décidé d’augmenter la garantie et de prolonger le FEIS jusqu’en 2020, avec un nouvel objectif de 500 milliards d’euros.

UN EFFET D’ENTRAÎNEMENT QUI SE TRADUIT DIRECTEMENT DANS LA RÉALITÉ

Debora Revoltella
Directrice du département
Analyses économiques



Quel est l’impact global de la Banque ?

« Si vous installez un réseau à large bande pour fournir un accès plus rapide à Internet, vous employez des personnes pour creuser les tranchées et y poser des câbles, mais votre opération a aussi des retombées sur le recrutement de ceux qui produisent les câbles à fibres optiques et sur les biens qu’ils achètent grâce à leurs revenus », explique Debora Revoltella, économiste en chef à la BEI. « Sur le long terme, vous créez des emplois dans la construction et chez les fournisseurs de matériel, mais la liaison Internet plus rapide permet aussi l’émergence de nouveaux services qui peuvent représenter une rupture par rapport à l’existant. Ce phénomène contribue à la compétitivité et à l’activité économique générale ».

Une activité économique qui a de profondes incidences à long terme qu’il est difficile d’observer lorsque l’on n’analyse qu’un projet en soi, mais qui se traduit par de la croissance économique et des emplois. Pour mesurer cet impact, les économistes de la BEI se sont associés au Centre commun de recherche de la Commission européenne afin d’élaborer un modèle. Chaque projet réalisé par le Groupe BEI dans l’UE est entré dans le modèle et complété d’informations détaillées, telles que le montant de l’investissement, la durée du projet et du prêt ainsi que les caractéristiques du secteur concerné par l’investissement. Selon les tout derniers chiffres concernant les investissements signés en 2017, ces projets devraient avoir engendré la création de 650 000 emplois supplémentaires et une augmentation du PIB de l’UE de 0,7 % d’ici 2036, ce qui aura un impact pérenne sur l’économie européenne. À court terme, cet effet en cascade est encore plus marqué. Ainsi, d’ici 2021, les investissements soutenus par le Groupe BEI en 2017 devraient avoir engendré une augmentation du PIB de l’UE de 1,1 % et la création de quelque 1,2 million d’emplois.

6

L'INNOVATION, CELA S'ACHÈTE OÙ ?

La BEI investit les fonds qu'elle lève sur les marchés financiers dans quatre domaines principaux : les infrastructures, l'environnement, les petites et moyennes entreprises et l'innovation. Mais qu'est-ce que l'innovation, exactement, et comment la susciter grâce à des financements ?

« **S**i l'on y réfléchit bien, innover, en fait, c'est transposer des idées de recherche dans un produit, un procédé ou une technologie – quelque chose que l'on peut protéger, par exemple en déposant une demande de brevet », déclare Felicitas Riedl, chef de la division Sciences de la vie à la BEI. « Ensuite, ce qui compte, c'est que la propriété intellectuelle ainsi obtenue soit exploitée. Il ne suffit pas de démontrer la nouveauté, il faut aussi que l'objet du brevet ait une finalité. »

Cette finalité se concrétise de diverses façons. On peut citer l'exemple de bébés auxquels on administre des préparations pour nourrissons et qui bénéficient des bienfaits des additifs naturels fabriqués par Jennewein, une entreprise financée par la BEI l'année dernière. Ou celui de véhicules électriques qui

AGIR EN FAVEUR DU CLIMAT ET DE LA COHÉSION

Certes, les quatre axes d'intervention principaux de la BEI sont les infrastructures, l'environnement, les PME et l'innovation, mais la Banque a également deux priorités transversales à tous les secteurs stratégiques : l'action climatique et la cohésion. **L'action en faveur du climat** concerne les efforts déployés pour limiter les émissions de dioxyde de carbone et pour aider les sociétés et les écosystèmes à s'adapter aux changements climatiques. **La cohésion** relève quant à elle de la vision initiale de l'UE qui entendait aider les régions européennes moins prospères à rattraper leur retard de niveau de vie. Certains projets remplissent plusieurs objectifs à la fois. Par exemple, la BEI a financé l'entreprise croate Rimac, grâce à un prêt intermédiaire octroyé en 2012 à HBOR, la banque de développement croate, en vue de soutenir des petites et moyennes entreprises et des entreprises de taille intermédiaire. Puis, en 2018, elle a accordé à la même entreprise un prêt direct visant à renforcer ses activités de recherche-développement, soutenant ainsi l'innovation. Du fait que les activités de l'entreprise promeuvent l'utilisation de véhicules électriques, ce prêt s'inscrit dans l'action climatique. Et Rimac satisfait également aux critères de cohésion car l'entreprise crée des emplois en Croatie.

restent chargés plus longtemps grâce à des blocs-batteries mis au point par Rimac, un autre bénéficiaire des prêts de la BEI. Plus généralement, l'objectif est de faire croître durablement l'économie, de contribuer au bien-être des populations et de créer des emplois. Et l'innovation est positive tant pour générer directement des emplois en faveur d'une main-d'œuvre hautement qualifiée que pour renforcer l'emploi indirect grâce à un effet induit. « Nous devons éviter la fuite des cerveaux hors d'Europe », affirme Felicitas.

“ Nous voulons que l’UE permette aux idées de germer et les mette en œuvre ”

C'est la raison pour laquelle financer l'innovation équivaut, bien souvent, à soutenir financièrement les personnes qui proposent de nouvelles idées et solutions. « La Banque finance certes des dépenses d'équipement, comme du matériel de laboratoire, ou des investissements visant la mise en place d'installations de production pilotes, par exemple », explique-t-elle. « Mais généralement, la plus grande partie des coûts de l'innovation, dans un projet de recherche-développement, correspond aux frais de personnel : il s'agit de permettre aux idées de germer dans les cerveaux. »

En comptabilité, l'activité intellectuelle et la propriété intellectuelle relèvent de la catégorie des « actifs incorporels » dont la valeur est difficile à déterminer et à protéger. C'est la raison pour laquelle les banques rechignent à accepter ces actifs à titre de sûretés pour un prêt, les entreprises innovantes se heurtant donc à des difficultés pour obtenir des financements. En Europe, la BEI comble cette lacune.

La banque de l'UE dispose en effet d'un large portefeuille de produits financiers correspondant à différents stades de l'innovation, qu'il s'agisse de prêts visant à aider les universités à se doter d'infrastructures de recherche, du financement de jeunes pousses ou de la mise à disposition de ressources aidant des grandes entreprises à renforcer leurs activités innovantes.

« En Europe, les États recourent souvent aux fonds publics pour soutenir les premières étapes de la recherche mais ensuite, beaucoup de bonnes idées sont transférées ailleurs car l'écosystème ne permet pas, au fur et à mesure que les besoins de financement grimpent, de transformer cette excellente recherche en applications », poursuit Felicitas. « Ces bonnes idées s'échappent à l'étranger, où l'on peut trouver d'autres financements. »

Nous voulons que l'UE permette aux idées de germer et les mette en œuvre, afin que la société européenne en récolte les fruits », conclut-elle.



Felicitas Riedl
Chef de la division Sciences de la vie à la BEI

7

LA PROBLÉMATIQUE DE L'ŒUF ET DE LA POULE APPLIQUÉE AUX BATTERIES

Selon Aris Pofantis, ingénieur en chef à la division Passage au numérique et petites entreprises à la BEI, l'industrie automobile connaît actuellement deux grandes tendances : l'électrification et la conduite autonome.

L'électrification permet aux voitures de se simplifier. Par rapport aux véhicules équipés de moteurs à combustion interne, les voitures électriques comportent moins de composants et, pour leur quasi-totalité, ceux-ci reposent sur une technologie qui est parvenue à maturité. À une seule exception près : la batterie.

« Aujourd'hui, la batterie est le principal frein à la fabrication à grande échelle de véhicules électriques. À aucun moment, la batterie n'a été mise au point pour des applications automobiles en série, à l'échelle commerciale, et son coût reste très élevé », explique Aris. En outre, la capacité en énergie des batteries automobiles (et, par conséquent, l'autonomie du véhicule) est encore limitée, ce qui suscite des craintes chez les acheteurs potentiels, qui ont peur de rester bloqués sur le bord de la route, sans borne de recharge à proximité.

Selon Aris, l'on se heurte ici à la problématique classique de l'œuf et de la poule : sans un nombre suffisant de voitures électriques circulant sur les routes, la motivation économique de déployer des réseaux de stations de recharge sera limitée. Cependant, si le nombre de stations de recharge est trop restreint, les conducteurs seront peu enclins à acheter des voitures électriques. La situation est néanmoins en train d'évoluer. En 2018, la BEI a signé la première tranche d'un prêt de 115 millions d'euros à Enel X, une entreprise italienne qui installe des dispositifs de recharge de voitures électriques dans tout le pays.

« Nous avons implanté les infrastructures dans l'idée que cette initiative induirait l'ouverture du marché. Et c'est exactement ce qui est arrivé », explique Alberto Piglia, à la tête du secteur de l'électromobilité chez Enel X. « Les ventes de véhicules électriques ont doublé en quelques mois à peine. »

“ Je veux inspirer le changement et donner une impulsion à l'Europe ”

Les batteries de voitures électriques sont presque exclusivement fabriquées à l'extérieur de l'UE, ce qui rend l'Europe dépendante du Japon, de la Chine et de la Corée. En Suède, Northvolt entend changer la donne. En 2018, la BEI a signé avec Northvolt un prêt de 52,5 millions d'euros en faveur d'une installation de démonstration qui permettra aux partenaires industriels de l'entreprise de tester ses batteries lithium-ion. Cette usine géante emploiera jusqu'à 2 500 personnes.

Peter Carlsson, le fondateur de Northvolt, est rentré en Suède en 2017 après avoir passé plus de cinq ans à Palo Alto, en Californie, où il était le responsable mondial de la chaîne d'approvisionnement de Tesla. « Je veux inspirer le changement et donner une impulsion à l'Europe », affirme-t-il.

La Suède convient bien à Northvolt car elle dispose des matières premières essentielles à la production de batteries, telles que le graphite et le nickel. Elle offre également de l'hydroélectricité en grande quantité et à faible coût, et de nombreux ports modernes permettant d'exporter des batteries vers toute l'Europe et le reste du monde. L'entreprise espère même pouvoir recycler des batteries usagées, ce qui réduirait le recours à d'autres minéraux, comme le cobalt.

8 LA VOITURE ÉLECTRIQUE ET LE FAUTEUIL ROULANT LES PLUS RAPIDES AU MONDE ?

« Quand je me suis lancé dans ce projet, les voitures électriques étaient jugées laides et lentes », confie Mate Rimac. « J'ai donc voulu prouver qu'elles pouvaient être élégantes, puissantes et rapides – plus rapides encore que des voitures équipées de moteurs à combustion – et j'ai eu envie de construire ma propre voiture. »

Mate Rimac a effectivement construit son propre véhicule et fondé sa propre entreprise automobile. Rimac est l'unique constructeur automobile de Croatie et fabrique des batteries s'appuyant sur des technologies de pointe. Lancée en 2011 par Rimac, la Concept One était alors le véhicule électrique routier le plus puissant au monde, passant de 0 à 100 km/h en 2,5 secondes.

Fasciné par l'électronique et les voitures depuis son plus jeune âge, après des débuts très modestes dans son garage, Mate a porté son entreprise à l'avant-garde des évolutions dans le commerce en ligne et la technologie des batteries. S'appuyant à l'origine sur une équipe de six personnes et basée dans une petite ville proche de Zagreb, Rimac compte actuellement plus de 400 employés issus de 26 pays et connaît un taux de croissance élevé.

Un développement aussi rapide a nécessité des investissements non négligeables. La BEI a soutenu Rimac pour la première fois grâce à un prêt octroyé à HBOR, la banque de développement croate, qui rétrocède les fonds de la BEI à de petites et moyennes entreprises. Puis, en décembre 2018, elle a signé un prêt considéré comme des quasi-fonds propres de 30 millions d'euros avec Rimac pour financer les activités de recherche-développement de cette dernière. Même si la BEI ne finance pas la mise au point de modèles spécifiques de voitures, elle soutient les technologies à vocation générale liées aux transports propres.

Rimac contribue à l'industrie européenne des voitures électriques bien plus que ne le ferait un fabricant de voitures de sport actif sur un secteur de niche. « Le modèle Concept One alimente le chiffre d'affaires de l'entreprise et est une vitrine de la technologie employée », explique Aris Pofantis. « L'arrivée d'un véhicule électrique très performant comme le Concept One amène les gens à changer d'opinion sur les voitures électriques. »

La technologie sur laquelle s'appuie Rimac a des applications bien plus vastes, selon Aleksandar Mihajlovic, chargé d'investissements à la BEI : « La même technologie peut être utilisée non seulement dans des voitures de sport, mais aussi dans des trains, des bus voire des fauteuils roulants. »

“ La même technologie peut être utilisée non seulement dans des voitures de sport, mais aussi dans des trains, des bus voire des fauteuils roulants ”

9 DÉPOLLUER L'ADRIATIQUE ET L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

À l'époque où Elizabeta Žalac est née à Đurđevac, une commune de 6 000 habitants située dans le nord de la Croatie, ses parents conduisaient toujours une Lada de construction soviétique. Aujourd'hui, elle travaille sur l'une des voitures les plus rapides au monde.

Elizabeta s'est formée à la conception de dispositifs médicaux à l'université de Zagreb puis a travaillé dans ce domaine, mais les possibilités de faire carrière dans son pays lui semblaient minces. « Au début, je pensais que je ne pourrais pas trouver un travail en Croatie, surtout parce qu'il n'y avait pas beaucoup d'emplois dans mon domaine de spécialisation », dit-elle. « Je songeais donc à quitter le pays, mais au fond je voulais rester en Croatie, près de ma famille et de mes amis. »

“ Ce qui a été déterminant pour moi, c'est le côté écologique de l'entreprise ”

C'est alors qu'elle a repéré une annonce pour un emploi en tant qu'ingénieure en documentation sur les systèmes à batteries, chez Rimac. Même si elle connaissait peu de choses sur les voitures, et encore moins sur les voitures électriques, elle a tenté sa chance. « Ce qui a été déterminant pour moi, c'est le côté écologique de l'entreprise », affirme Elizabeta.

Car l'environnement compte pour elle. En effet, elle fait partie d'un club de plongée et participe à une campagne de nettoyage de la côte Adriatique et des lacs de Croatie.

Les recruteurs de Rimac ont perçu son engagement et l'ont embauchée. Il n'y avait qu'une seule femme dans le service où elle travaillait. Sa première mission : une batterie destinée à une voiture de course électrique pour le constructeur espagnol SEAT. Elle n'était pas certaine de trouver sa place dans un secteur très majoritairement masculin, mais ses collègues se sont finalement avérés très solidaires. « J'ai posé des questions, j'ai étudié chez moi une fois rentrée du travail et, rapidement, j'ai réussi à me débrouiller avec l'aide des collègues », déclare-t-elle.

Aujourd'hui, ayant déjà été promue jeune ingénieure Batteries, elle travaille sur la voiture de sport semi-autonome Concept 2 de Rimac, qui atteint une vitesse de pointe de 412 km/h. « Je suis vraiment fière de travailler pour une entreprise qui s'inscrit dans un changement mondial, qui a vraiment un impact positif sur le monde et sur l'environnement », dit-elle, avant d'ajouter, « et que tout cela se produise dans une petite ville, dans un pays aussi petit que la Croatie ».



Elizabeta Žalac
Jeune ingénieure Batteries chez Rimac



DÉVELOPPEMENT DURABLE

LA ROUTE EST LONGUE, IL EST URGENT DE S'Y ENGAGER

Sur une petite île en Suède ou dans un village au Sénégal, la BEI participe à l'action en faveur du climat et au développement inclusif – aussi longtemps que cela s'avérera nécessaire pour garantir à tous un avenir durable.

Les années décisives qu'Helena Mueller a passées sur une petite île d'Europe du Nord l'ont amenée à travailler toute sa vie dans le domaine de l'environnement et du financement climatique.

Dans les petites villes du nord de l'Égypte, l'assainissement insuffisant rend les enfants malades et la pollution se répand dans les voies navigables et la mer.

Alecta, l'un des plus gros acheteurs des nouvelles obligations pour le développement durable de la BEI, ne veut pas entendre parler d'un investissement s'il a des incidences notables sur l'environnement.

Ces nouvelles obligations pour le développement durable de la BEI soutiennent des grands projets qui améliorent le quotidien de millions de personnes.



5

Le monde doit en faire davantage pour créer un avenir durable. Pour jouer son rôle, la BEI investit massivement dans l'action en faveur du climat.

7

La Fondation Grameen Crédit Agricole accorde des petits prêts en Afrique rurale pour lutter contre la pauvreté et aider les femmes.

6

Quand elle était jeune, Soukeyna Bâ parcourait chaque jour plusieurs kilomètres avec sa grand-mère pour aider les nécessiteux. Maintenant, elle milite activement pour les droits et l'autonomisation économique des femmes, au Sénégal et au-delà.

1

ÉLEVÉE DANS UN LIEU À PART

Helena Mueller a grandi sur la petite île suédoise d'Öland. Elle se souvient que ses professeurs disaient que la mer Baltique, toute proche, était empoisonnée par les eaux usées, les eaux de ruissellement industrielles et les produits chimiques. « Lorsque vous grandissez dans un lieu à part tel que l'île d'Öland, la mer, le ciel et la nature vous entourent et il est donc normal de se sentir proche de l'environnement », explique Helena, pour qui ce sont ses professeurs et sa vie insulaire qui l'ont amenée à travailler dans le financement de projets climatiques et le développement durable.

Helena Mueller, qui vit près de Stockholm, a récemment quitté un poste de consultante en développement durable, au cabinet de comptabilité KPMG, pour aider des jeunes pousses à utiliser les technologies numériques et à avoir un mode d'exploitation durable. En 2018, elle a contribué à fonder une start-up technologique, Doconomy, une entreprise suédoise qui met actuellement au point un service bancaire mobile permettant aux utilisateurs de suivre la conséquence climatique de leurs actions et de la compenser en investissant dans des projets environnementaux ou en plaçant leurs économies dans des fonds durables.

« Lorsque nous débattons de la crise climatique, je pense qu'il est vraiment important que nous commençons à souligner comment le réchauffement climatique et le changement climatique ont des incidences tangibles sur les citoyens du monde entier », argumente-t-elle. « Nous faisons du tort non seulement à la nature, mais aussi aux autres. Chaque être humain a le droit de vivre décemment. »

Helena a été heureuse d'apprendre que son fonds de pension, géré par le Suédois Alecta, investit dans les obligations respectueuses de l'environnement de la BEI. Alecta est l'un des plus gros acheteurs des nouvelles obligations pour le développement durable, que la banque de l'UE a introduites sur le marché en 2018. « Je trouve cela formidable que ma pension soit gérée de la sorte », s'enthousiasme-t-elle. « L'une des plus importantes décisions que l'on peut prendre pour réduire son impact négatif sur la planète, c'est d'investir de manière durable – cela peut avoir une incidence considérable. »

“ Difficile de ne pas se sentir très proche de la nature quand celle-ci vous entoure ”

Selon Helena, les institutions financières doivent passer davantage de temps à expliquer les investissements responsables au public et à tenter de montrer la réalité qui se cache derrière les chiffres.

La BEI déploie beaucoup d'énergie à prouver que ses obligations vertes luttent contre les changements climatiques et que ses obligations « Développement durable » produisent l'effet désiré. La Banque a été le premier émetteur à définir des règles détaillées concernant les informations à communiquer sur l'impact des projets financés par les obligations vertes, et elle a orchestré la mise en place d'un cadre harmonisé d'établissement de rapports sur les incidences, à l'intention de tous les émetteurs d'obligations vertes.

« Les banques sont tellement concentrées sur les fonds, les aspects financiers et les investissements », regrette-t-elle. « Elles ne songent pas toujours à dialoguer avec les populations locales, à expliquer aux gens ce qui se passe, à établir un lien entre les problèmes et les personnes ou à relater les faits. »

Helena Mueller
Chef d'entreprise spécialisée dans
les questions environnementales



2 LE DEVOIR DE PROTÉGER L'AVENIR

Cela fait des dizaines d'années que le gestionnaire suédois de fonds de pensions Alecta se sent concerné par les investissements responsables mais, il y a trois ans, la direction a créé un poste consacré à cette question. Avant d'accéder à cette fonction, Peter Lööw avait été chef de projet et analyste Risques chez Alecta pendant 15 ans. Peter veille à ce qu'Alecta tienne constamment compte des facteurs environnementaux et sociaux, ainsi que des aspects relatifs au développement durable, lorsqu'il s'agit d'envisager des investissements. Ce n'est pas une mince affaire. Alecta est le plus grand gestionnaire de fonds de pensions d'employés en Suède. Il représente de grandes sociétés renommées telles que Volvo, ABB et Ericsson.

Gagner de l'argent pour les clients et protéger l'environnement ne sont pas des thématiques antagonistes, selon Peter. « Nous débattons tout le temps de cette question. Ces deux objectifs ne sont pas contradictoires. Si vous êtes un investisseur à long terme, au sens propre de l'expression, vous devez non seulement prendre en considération les données financières, mais également les aspects concernant la société, le climat, l'environnement, autant d'éléments qui affecteront vos investissements. »

“ **Nous aimons disposer d'actifs verts et durables dans notre portefeuille** ”

Alecta n'entreprend pas un investissement s'il n'est pas durable ou s'il ne respecte pas le modèle d'investissement responsable du fonds.

« Nous ne sommes pas une organisation philanthropique, mais nous aimons disposer d'actifs verts et durables dans notre portefeuille. Nos clients n'en attendent pas moins de nous et nous souhaitons agir dans cet esprit », déclare-t-il.

Alecta gère 85 milliards d'euros d'allocations de retraites pour 2,4 millions de clients privés et 34 000 entreprises. Il détient 3 milliards d'euros d'obligations vertes et 450 millions d'euros sont consacrés à d'autres investissements durables. Il a été l'un des principaux acheteurs des nouvelles obligations pour le développement durable de la BEI, lors du lancement de la première émission de 500 millions d'euros en septembre. Alecta a été un investisseur de référence, acquérant pour 50 millions d'euros de ces nouveaux titres.

« Nous apprécions la transparence dont fait preuve la BEI », conclut Peter.

Peter Lööw
Chargé des investissements responsables chez Alecta



3 DE NOUVELLES OBLIGATIONS POUR UN AVENIR DURABLE

Financer l'accès de millions de personnes à une eau potable propre

L'eau représente une précieuse ressource, qu'il est néanmoins coûteux de financer en raison des importantes infrastructures qu'elle exige pour la purifier et l'acheminer vers les habitations et les entreprises. L'un des tout nouveaux produits de la BEI – les obligations pour le développement durable – va permettre de financer des projets dans le secteur de l'eau en Europe, mais également en Afrique de l'Est ou dans le nord de l'Égypte, par exemple, où l'eau douce et les services d'assainissement font défaut dans les zones rurales et dans certaines villes. Les obligations pour le développement durable s'inspirent du succès des obligations vertes de la Banque et contribueront à la réalisation de certains des objectifs de développement durable de l'ONU.

La BEI a émis ses premières obligations pour le développement durable en septembre, levant ainsi 500 millions d'euros pour financer des projets liés à des volets sociaux et écologiques au-delà de l'action pour le climat. Elles s'inscrivent dans le prolongement des obligations climatiquement responsables, les premières obligations vertes au monde, lancées par la Banque en 2007.

La BEI espère que ces obligations pour le développement durable rencontreront le même succès que les obligations vertes, lesquelles ont permis de lever plus de 23 milliards d'euros sur 11 ans et ont contribué à un marché mondial des obligations vertes d'une valeur dépassant les 400 milliards d'euros.

Ces obligations pour le développement durable de la BEI iront de pair avec la transmission d'informations détaillées, notamment sur le nombre de personnes ayant pu accéder à l'eau courante grâce à l'investissement réalisé. « Au Malawi, il peut y avoir 10 000 habitants de bidonvilles qui dépendent de l'eau d'un puits », explique Thomas van Gilst, qui dirige la division Gestion de l'eau à la BEI. « Nous pouvons enfin tirer des canalisations d'eau depuis le réseau central et tous les coûts liés au raccordement sont admissibles à un financement à partir d'obligations pour le développement durable. »

“ Les obligations n'ont pas de répercussions directes sur la vie des populations. Les projets, si ”

L'un des premiers projets de la BEI financés par ces obligations prévoit la construction et la rénovation de stations de traitement des eaux usées dans la région de Kafr el-Cheikh, dans le nord de l'Égypte, où de nombreux habitants ne sont pas raccordés au réseau public d'égouts. Ce projet permettra d'améliorer la qualité de vie et l'environnement d'une population rurale estimée à 470 000 personnes. « En Égypte, ce projet changera le quotidien d'une foule de gens », conclut Patricia Castellarnau, économiste spécialisée dans le domaine de l'eau à la BEI.

À l'avenir, les obligations pourraient concerner d'autres domaines que l'eau pour porter sur des aspects plus sociaux, tels que les soins de santé, l'éducation ou l'aménagement de villes durables.

Patricia Castellarnau
Économiste spécialisée dans
le domaine de l'eau à la BEI



EN 2018, LES OBLIGATIONS VERTES ONT SOUTENU

44
projets

16
pays

1,7 Mrd EUR
d'investissements

VENTILATION PAR PAYS DES ACQUISITIONS D'OBLIGATIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE



OBJECTIFS DE LA BEI POUR LES PROJETS LIÉS À L'EAU FINANCÉS PAR DES OBLIGATIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

- Accès à l'**eau** et à l'**assainissement**
- **Prévention** et **réduction de la pollution**
- Préservation des **ressources naturelles**
- Gestion des risques de **catastrophe naturelle**

4 UN MEILLEUR ASSAINISSEMENT POUR DES ENFANTS EN MEILLEURE SANTÉ

Dans les grandes villes égyptiennes, les services d'assainissement et l'eau potable ont connu des améliorations au cours des deux dernières décennies, mais les petites villes sont loin d'avoir bénéficié de ces progrès. Dans les zones rurales, de nombreuses habitations ne sont pas raccordées à un réseau d'égouts. De tels réseaux publics n'existent même pas à certains endroits. La plupart des habitations et des entreprises utilisent des fosses septiques dont le contenu finit parfois dans des canaux ou des puits. Il n'est pas rare que des eaux usées s'infiltrent dans les sols ou se déversent dans la Méditerranée.

Dans les campagnes égyptiennes, seulement 18 % des foyers sont raccordés à un réseau public d'assainissement et 12 à 15 % de la population n'a pas l'eau courante. Ce problème d'assainissement se traduit par des maladies, notamment chez les enfants. Le manque d'eau salubre et l'absence d'assainissement dans l'Égypte rurale ont fait de la diarrhée l'un des principaux fléaux sanitaires chez les enfants en bas âge.

« L'Égypte fait des efforts pour changer tout cela, explique Maria Diamanti, ingénieure hydraulique à la BEI. Toutefois, il y a de nombreux projets en cours dans les zones rurales, de sorte qu'il faudra du temps pour que des services d'assainissement dignes de ce nom soient disponibles partout dans le pays. Étape après étape, nous améliorons la vie quotidienne. »

Un projet égyptien récent prévoit la construction et la rénovation de stations de traitement des eaux usées dans la région de Kafr el-Cheikh, au nord du pays et à proximité de la mer Méditerranée. L'Égypte construira ou agrandira cinq stations d'épuration et installera 694 km de conduites d'égouts. Ces travaux permettront d'améliorer l'assainissement et de fournir de l'eau d'irrigation à près de 470 000 personnes, tout en limitant la pollution du Nil, de la mer Méditerranée et du lac Burullus à proximité, lequel concentre 70 % du secteur de la pêche du pays.

“ Étape après étape, nous améliorons la vie quotidienne. ”

La BEI a approuvé un prêt de 77 millions d'euros pour ce projet d'un montant total de 160 millions d'euros. Cette opération est soutenue par des obligations « Développement durable » de la BEI, qui ont été émises pour la première fois par la Banque en septembre et appuient des projets sociaux, écologiques et environnementaux dans le monde entier. « En Égypte, le secteur de l'assainissement souffre cruellement d'un déficit d'investissement, déclare Patricia Castellarnau, économiste spécialisée dans le domaine de l'eau à la BEI. Ce projet donnera à des milliers de personnes un accès à l'assainissement, mais il aura aussi de nombreux avantages en matière d'irrigation, de réduction de la pollution et de propreté des canaux. Les retombées environnementales et sociales seront considérables en Égypte, ce qui remplit parfaitement la mission de ce type d'obligations. »



Maria Diamanti
Ingénieure hydraulique à la BEI

5 POUR UNE DURABILITÉ QUI DURE

Le développement durable figure parmi les grandes priorités de la BEI depuis de nombreuses années, mais il suscite d'autant plus l'attention à présent que les Nations unies ont adopté 17 objectifs de développement durable qui visent à éradiquer la pauvreté et la faim, à améliorer la santé et l'éducation, à lutter contre les changements climatiques et à promouvoir l'égalité entre les sexes. Grâce à ses financements et à son assistance technique, la BEI soutient des projets durables dans plus de 160 pays et mobilise des financements privés, en encourageant d'autres à égaliser ses investissements à long terme. « Nous soutenons un développement harmonieux des composantes économiques, sociales et environnementales de la vie des citoyens », déclare Marco Beroš, ingénieur principal à la BEI.

Pour rendre la planète plus durable, il est essentiel de lutter contre les changements climatiques. La BEI est le premier pourvoyeur multilatéral de financements verts à l'échelle mondiale et le plus grand émetteur d'obligations vertes. La Banque consacre au moins 25 % de ses financements à l'action pour le climat. D'ici 2020, elle entend affecter au moins 35 % de ses financements dans les pays en développement à des investissements destinés à lutter contre les changements climatiques. Sur la période 2016-2020, la BEI entend apporter son concours à 100 milliards de dollars d'investissements liés à l'action climatique, contribuant ainsi de manière significative à la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris. Pour que ceux-ci soient atteints, la BEI a « inscrit la lutte contre les changements climatiques au cœur de son action », affirme Monica Scatasta, chef de la politique environnementale, climatique et sociale à la BEI. « Nous ne ménageons pas nos efforts pour faire en sorte que, d'ici 2020, toutes nos activités tiennent compte des changements climatiques et soient compatibles avec l'Accord de Paris. »

“ Nous ne ménageons pas nos efforts pour que, d'ici 2020, toutes nos activités tiennent compte des changements climatiques et soient compatibles avec l'Accord de Paris. ”

Total des financements en faveur du climat :

16,2 MRD EUR

1,1 Mrd EUR Adaptation aux effets des changements climatiques

4,1 Mrd EUR Énergies renouvelables

2,7 Mrd EUR Efficacité énergétique

1,1 Mrd EUR Recherche, développement et innovation

6,0 Mrd EUR Transports à faible intensité de carbone

1,2 Mrd EUR Autres atténuations des effets des changements climatiques

Monica Scatasta
Chef de la politique environnementale, climatique et sociale à la BEI



6 MILITANTE DEPUIS L'ENFANCE

Sur les pas de sa grand-mère, Soukeyna Bâ est devenue une championne de la défense des droits des femmes

À l'âge de six ans, Soukeyna N'Diaye Bâ a perdu son père. Pour pouvoir trouver un meilleur emploi et ainsi subvenir aux besoins de son unique fille, sa mère a repris le chemin de l'école. Soukeyna s'est alors retrouvée ballotée de maison en maison au sein de communautés et de villages ruraux sénégalais, séjournant tantôt chez une tante, tantôt chez des grands-parents.

Cette enfance à la dure lui a appris à devenir indépendante et à collaborer avec tous types de personnes. En grandissant, elle est devenue un symbole de la défense des droits des femmes et du développement durable au Sénégal et sur tout le continent africain. « Lorsque j'étais jeune, j'allais rendre visite aux gens en compagnie de ma grand-mère, raconte Soukeyna, qui a aujourd'hui 68 ans et habite Dakar. Elle a toujours aidé les autres et marchait de nombreux kilomètres chaque jour afin de leur rendre visite. Elle parcourait parfois des distances considérables juste pour aller dire bonjour à quelqu'un. C'est elle qui m'a fait comprendre l'importance de tendre la main à son prochain. »

“ La vie des petits agriculteurs n'est pas une promenade de santé. ”

À son tour, Soukeyna s'est énormément investie au cours des dernières décennies. En 1987, elle a eu l'idée de prêter, en puisant dans ses propres ressources, de petites sommes aux femmes qui vendaient sur les marchés. Elle les a aidées à démarrer une activité de vente de denrées alimentaires ou d'autres produits ou encore de couture. Elle les a conseillées en matière de ventes, de bénéfices et de coûts. Son idée a fini par donner naissance à Female Business Development in Africa, une institution de microfinancement qui aide les Sénégalaises et tisse de solides liens avec d'autres acteurs microfinanciers à travers le monde. Elle est également cofondatrice de l'International Network of Alternative Financial Institutions, un regroupement mondial d'organismes de microfinancement qui aide les pays en développement à mettre en place des mesures favorables aux femmes, aux pauvres et aux habitants des zones rurales.

« Au Sénégal, on a toujours élevé nos filles dans l'optique d'en faire des femmes fortes, mais on oubliait de les soutenir financièrement. C'est la raison pour laquelle j'ai créé mon organisation », explique Soukeyna. « J'étais persuadée qu'il fallait en faire davantage afin de leur offrir de réelles possibilités et un véritable accès à des ressources financières, afin de les intégrer à l'économie. »

Soukeyna Bâ est membre du conseil d'administration de la fondation Grameen Crédit Agricole, pour laquelle le microfinancement inclusif représente le meilleur moyen d'éradiquer la pauvreté et de stimuler l'économie dans les pays en développement. La BEI apporte son soutien à Grameen avec l'octroi d'un prêt de 12 millions d'euros.

Soukeyna Bâ
Entrepreneuse en microfinancement



7 UNE FONDATION DE MICROCRÉDIT POUR SORTIR DE LA PAUVRETÉ

Grameen améliore les soins de santé, l'eau et l'assainissement dans les communautés rurales du monde entier.

Lorsque Éric Campos envisage l'avenir de l'Afrique, il réfléchit longuement avant de prendre la parole. Selon lui, l'Afrique est autant susceptible de connaître des réussites que des échecs fracassants à l'avenir.

Éric Campos est le délégué général de la fondation Grameen Crédit Agricole, une organisation spécialisée dans la microfinance à l'appui des régions les plus pauvres du monde. Selon cette fondation, les petits prêts constituent l'un des outils les plus efficaces pour éradiquer la pauvreté, développer l'économie et garantir aux femmes l'égalité des droits dans les pays en développement. La fondation s'engage notamment en faveur de l'Afrique rurale, où elle concentre plus de 80 % de son activité.

Grameen Crédit Agricole a été fondée en 2008 par le groupe Crédit Agricole et par Grameen Trust, une organisation à but non lucratif mise en place par Muhammad Yunus, l'entrepreneur social bangladais qui a reçu le prix Nobel de la paix en 2006 conjointement avec la Grameen Bank, en reconnaissance du rôle pionnier joué dans la mise en œuvre du concept du microcrédit pour les pauvres.

Éric explique que l'amélioration des services de santé, d'approvisionnement en eau et d'assainissement est éminemment positive pour les communautés rurales africaines. Toutefois, sa fondation entend prouver que l'octroi de petits prêts à des taux avantageux à des femmes et à des agriculteurs est aussi l'un des meilleurs moyens d'assurer la pérennité des zones rurales. Les petits prêts accordés aux femmes aident des familles et des enfants à vivre en meilleure santé. « Les financements consentis aux agriculteurs soutiennent toute la communauté » dit-il.

Le prêt de 12 millions d'euros accordé par la BEI à la fondation Grameen Crédit Agricole finance des prêts à des institutions de microfinance en Afrique de l'Ouest. La fondation intervient dans 38 pays et a octroyé plus de 200 millions d'euros de prêts à quelque 90 institutions de microfinance de par le monde. La grande majorité des bénéficiaires de ces microcrédits vivent dans des zones rurales.

“ En prêtant à des institutions locales qui distribuent les fonds au cœur de leurs territoires, nous promouvons l'indépendance économique de la population. ”

Éric Campos
Délégué général, Fondation
Grameen Crédit Agricole



NE PLUS LAISSER DE CÔTÉ LA MOITIÉ DE LA PLANÈTE

L'égalité des sexes est pertinente pour toute l'économie mondiale. Si les femmes étaient pleinement intégrées à la sphère économique, le PIB mondial pourrait croître de 12 billions de dollars supplémentaires d'ici 2025, selon un rapport de l'institut McKinsey Global. Les femmes, mais aussi leurs familles, les communautés au sein desquelles elles vivent et, pour finir, les entreprises et l'économie, ne pourront que tirer profit des progrès réalisés en matière d'égalité des sexes. En 2018, la BEI a œuvré en faveur de l'égalité hommes-femmes et de l'autonomisation économique des femmes à travers toute une série de projets, d'initiatives et de partenariats.

**Bien plus que des chiffons :
une école de mode en
Éthiopie construit un
réseau d'entrepreneuriat
féminin**

1

“ Nous devons concevoir avec soin tous nos projets afin que les femmes comme les hommes en bénéficient. Nous devons aussi choisir le bon secteur, car certains secteurs créeront un environnement plus propice à l'égalité des sexes que d'autres. ”

**Égalité hommes-femmes
et changements
climatiques : une
énergie féminine
(et renouvelable)**

2

Julia Chambers
Experte principale
en développement social à la BEI



“ Les femmes sont des vecteurs du changement. Leur autonomisation nous aidera à répondre collectivement aux défis pressants que constituent l’action en faveur du climat, la migration irrégulière et la réalisation des objectifs de développement durable. ”



Maria Shaw-Barragan
Directrice du département
Pays partenaires tiers de la BEI

3

**Un micro-fonds
donne aux
Jordaniennes
les moyens d’agir.**

AUTONOMISATION STRATÉGIQUE

Conformément à sa stratégie en matière d’égalité hommes-femmes et d’autonomisation économique des femmes, la BEI vise à placer les droits des femmes et des filles au cœur de ses activités. Elle entend ainsi continuer de contribuer au Programme de développement durable à l’horizon 2030 des Nations unies et, en particulier, à la réalisation de son cinquième objectif de développement durable : « parvenir à l’égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles ».

4

**À l’avant-garde de l’intelligence
artificielle et de la santé : des
peptides et une femme chef
d’entreprise**

1 L'AVENIR AVEC STYLE

En Éthiopie, même si vous n'êtes pas une « fashionista », il y a des chances que vous ayez entendu parler de Next Fashion Design, une des premières écoles de stylisme du pays. Derrière cette réussite, il y a Sara Mohamed, connue pour la touche unique qu'elle apporte aux vêtements traditionnels éthiopiens et pour avoir donné un véritable élan à la créativité dans le monde de la mode.

Mannequin devenue styliste, Sara a fondé Next Fashion Design en 2013. Depuis, elle s'est taillée une place à part dans l'industrie de la mode. Plus important encore, elle encourage ses élèves à suivre ses pas.

Les cursus de Next Fashion Design durent de trois mois à deux ans, et 80 % des élèves sont des femmes. À l'automne 2018, Sara a bénéficié d'un prêt de la banque éthiopienne ENAT, soutenu par une ligne de financement mise à disposition par la BEI. « Lorsque j'aide une femme à acquérir son autonomie, elle peut en inspirer une autre qui, à son tour, servira d'exemple à une troisième. Cela fonctionne comme une chaîne et nous permet de prendre notre envol ensemble. »

“ Cela fonctionne comme une chaîne et nous permet de prendre notre envol ensemble. Lorsque j'aide une femme à acquérir son autonomie, elle peut en inspirer une autre qui, à son tour, servira d'exemple à une troisième. ”

En Éthiopie, la BEI soutient aussi le Women Entrepreneurship Development Project, qui finance des petites et très petites entreprises appartenant entièrement ou partiellement à des femmes. Lancé en 2013 avec l'aide d'un prêt de 50 millions de dollars de la Banque mondiale, ce projet a depuis mobilisé des fonds publics italiens et japonais avant de se voir octroyer, en novembre 2018, un prêt à long terme de 30 millions d'euros de la BEI. Le projet a permis de « pourvoir à un segment de clientèle à croissance rapide et mal desservi », indique Enrico Pini, chargé d'investissements à la BEI travaillant sur cette opération.

Le projet est une première en son genre, tout comme l'école de stylisme de Sara.

Sara Mohamed
Fondatrice de Next Fashion Design



2 ÉNERGIE FÉMININE (ET RENOUVELABLE)

Les femmes sont souvent parmi les personnes les plus vulnérables aux changements climatiques. Mais elles peuvent également faire partie des acteurs les plus efficaces dans la lutte contre ce phénomène. La Banque s'emploie à intégrer la dimension de l'égalité des sexes dans les efforts qu'elle déploie pour lutter contre les changements climatiques.

Plus d'autonomie pour les jeunes Indiennes ? Dans les villages des États indiens du Telangana et de l'Andhra Pradesh, les ménages subissaient des coupures d'électricité pouvant aller jusqu'à 12 heures par jour. « Sans ventilateur et sans éclairage, les enfants avaient du mal à étudier. L'été, il fait très chaud et les enfants peinent à supporter les températures élevées. Les ventilateurs et l'éclairage viennent à point nommé », raconte l'une des nombreuses villageoises à avoir bénéficié du prêt à long terme de 150 millions d'euros octroyé par la BEI à l'IREDA, l'agence indienne de développement des énergies renouvelables.

“ **D-light m'offre plus d'heures pour travailler, et un avenir plus lumineux.** ”

La nouvelle ligne de crédit de 150 millions d'euros soutient 500 millions d'euros d'investissements dans les énergies renouvelables, et notamment la construction de centrales solaires et de parcs éoliens sur l'ensemble du territoire indien. Dans les États du Telangana et de l'Andhra Pradesh, ces investissements ont permis aux communautés d'accéder à des énergies renouvelables fiables et ont amélioré la vie des femmes et des jeunes filles. Un meilleur éclairage public permet aux femmes de se sentir plus en sécurité lorsqu'elles marchent dans la rue le soir et leur donne plus temps pour étudier. Le projet met aussi une énergie propre à la disposition de plus de 1,1 million de ménages indiens.

La sécurité des femmes est également une question cruciale pour les grands projets d'infrastructures. Prenons l'exemple du métro à Bangalore, ville qui connaît l'une des croissances les plus rapides au monde. Ses habitants effectuent plus de 400 000 voyages en métro par jour, soit près de 150 millions de trajets par an. La ligne de métro doit en partie son succès aux dispositions spécifiques, à l'intention des passagères, prises après consultation des femmes sur le terrain. Le métro réserve ainsi deux voitures aux passagères sur chacun de ses trains, ce qui est particulièrement important aux heures de pointe. « En direction de Mysore Road, les trains se remplissent vite et, à un moment donné, ils sont complètement bondés. C'est alors que les femmes peuvent commencer à se sentir mal à l'aise », affirme une passagère.

UN AVENIR PLUS LUMINEUX

Margaret Anyango
Propriétaire d'une épicerie à Nairobi



Avant, lorsque le soleil se couchait, l'épicerie de Margaret Anyango baissait le rideau. Cela n'est plus le cas aujourd'hui. Le kit solaire de la société D-light a rendu son kiosque à Nairobi visible, même à des kilomètres à la ronde. « Quelle que soit la distance, les clients peuvent voir que nous sommes encore ouverts parce qu'il y a de la lumière », se réjouit-elle. D-light fournit une gamme de solutions d'éclairage hors réseau alimentées par l'énergie solaire, notamment des panneaux solaires, des chargeurs de téléphones portables, de l'éclairage solaire, des interrupteurs d'éclairage, des lampes torches, mais aussi des radios en modulation de fréquence et même des téléviseurs. Les panneaux sont faciles à utiliser et capables de fonctionner comme un réseau électrique individuel. Grâce à un système de prépaiement, ils sont également peu onéreux. À ce jour, des kits ont été vendus à 200 000 clients au Kenya. D-light a obtenu un prêt de 25 millions de dollars de la part de la BEI en mars 2018. « D-light m'offre plus d'heures pour travailler, déclare Margaret, et un avenir plus lumineux. »

3 DES MICROCRÉDITS POUR UN MACRO-IMPACT

Depuis 20 ans, le fonds Microfund for Women aide financièrement les entreprises appartenant à des femmes dans toute la Jordanie, comblant ainsi un segment de marché délaissé par les banques locales, généralement mal équipées pour fournir des prêts aux petites entreprises. Par sa présence, Microfund for Women change la donne en Jordanie. Ses prêts encouragent les femmes à travailler et à se lancer dans l'entrepreneuriat, contribuant ainsi à faire reculer les inégalités entre les hommes et les femmes.

En Jordanie, 70 % des personnes vivant dans la pauvreté sont des femmes. Leurs salaires sont inférieurs à ceux des hommes, elles ont peu de contrôle sur leurs biens et elles doivent souvent relever le double défi consistant à s'occuper des enfants tout en étant le principal soutien économique de leur ménage. Microfund for Women collabore également avec des réfugiés syriens, dont 1,4 million, fuyant la guerre civile dans leur pays, se sont installés en Jordanie.

En Jordanie, 70 % des personnes vivant dans la pauvreté sont des femmes.

La BEI a mis une nouvelle ligne de crédit de 5 millions de dollars à la disposition de Microfund for Women, principalement pour aider les créatrices d'entreprises, les travailleuses indépendantes et les microentrepreneuses, dont un groupe de réfugiées syriennes. La ligne de crédit de la BEI permettra de soutenir l'octroi de prêts à 146 000 bénéficiaires, dont 96 % devraient être des femmes.

Le prêt est garanti par le mécanisme de microfinance pour les pays voisins du Sud. Ce mécanisme de prêt, d'un montant de 71,3 millions d'euros, associe des ressources propres de la BEI à des fonds mis à disposition par la Commission européenne au titre de la Facilité d'investissement pour le voisinage. Cette ligne de crédit est le deuxième prêt de la BEI à Microfund for Women, et fait suite à un financement de 2 millions d'euros accordé en 2014.



La ligne de crédit de la BEI permettra de soutenir l'octroi de prêts à 146 000 bénéficiaires, dont 96 % devraient être des femmes.

4 À L'AVANT-GARDE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET DE LA SANTÉ

Dans l'UE, les jeunes entreprises innovantes dirigées par des femmes ne bénéficient que de 10 % des financements des investisseurs. La BEI entend pallier ce manque en soutenant ces entreprises à chaque étape de leur parcours.

Fragments de protéines, les peptides sont en mesure de limiter la propagation de maladies dans le corps humain. Toute la difficulté consiste à en trouver. Après tout, ils ne représentent que quelques molécules parmi les milliards que contient une plante. La société irlandaise Nuritas a mis au point une technologie fondée sur l'intelligence artificielle, qui permet non seulement aux chercheurs de détecter les peptides plus rapidement, accélérant ainsi leur mise sur le marché, mais réduit aussi significativement les coûts de cette recherche.

“ Notre objectif est mondial. Il consiste à améliorer la vie de milliards de personnes. ”

« Les données alimentaires détiennent souvent la clé de la prévention de nombreuses maladies », explique Nora Khaldi, fondatrice et responsable scientifique de Nuritas. De double nationalité irlandaise et française, elle a étudié les mathématiques et obtenu un doctorat en évolution moléculaire et en bio-informatique. « Notre objectif est mondial. Il consiste à améliorer la vie de milliards de personnes. »

Armée de discipline et de dévouement, Nora a mis ses connaissances en pratique. Son entreprise est la première à recourir à l'intelligence artificielle et à l'analyse d'ADN pour trouver et libérer des peptides de sources naturelles, notamment alimentaires.

Dans l'UE, les jeunes entreprises innovantes dirigées par des femmes ne bénéficient que de 10 % des financements des investisseurs. La BEI entend pallier ce manque en soutenant ces entreprises à chaque étape de leur parcours. Elle a accordé un prêt de 30 millions d'euros à Nuritas — qui devient ainsi la première société de biotechnologie irlandaise à être soutenue par le Fonds européen pour les investissements stratégiques du Plan d'investissement pour l'Europe — destiné à accélérer le développement de sa plateforme d'intelligence artificielle et la découverte de peptides capables de prévenir ou traiter des maladies avec une rapidité et une précision sans précédent.

« Nous avons été impressionnés par l'utilisation innovante de la technologie et le nombre d'accords mondiaux déjà conclus », déclare Stefano Marzario, chargé d'investissements à la BEI qui s'occupe de cette opération. « Notre objectif est de trouver des entreprises innovantes et à forte croissance, en particulier celles qui sont dirigées par des femmes. Et Nuritas coche absolument toutes les cases. »

Nora Khaldi
Fondatrice et responsable scientifique de Nuritas



GOVERNANCE

La BEI est à la fois un organe de l'UE, responsable devant les États membres, et une banque qui se conforme aux meilleures pratiques bancaires applicables en matière de prise de décision, de gestion et de contrôle.

Le Conseil des gouverneurs se compose des ministres désignés par chacun des 28 États membres, généralement les ministres des finances. Les gouverneurs définissent les orientations de la politique de crédit de la Banque et, une fois par an, approuvent les comptes annuels. Ils décident des augmentations de capital et de la participation de la BEI à des opérations de financement à l'extérieur de l'UE. Par ailleurs, ils nomment les membres du Conseil d'administration, du Comité de direction et du Comité de vérification.

Le Conseil d'administration prend les décisions relatives aux prêts, aux programmes d'emprunt et aux autres questions de financement. Il se réunit dix fois par an pour veiller à la bonne administration de la Banque dans le respect des traités de l'UE, des statuts propres de la BEI et des orientations générales fixées par le Conseil des gouverneurs. Il se compose de 29 administrateurs, à raison d'un administrateur désigné, respectivement, par chacun des États membres et un par la Commission européenne. Il compte également 19 administrateurs suppléants. Afin d'élargir les compétences professionnelles disponibles au sein du Conseil d'administration, ce dernier peut coopter six experts qui siègent à titre consultatif, sans droit de vote. Sauf disposition contraire stipulée dans les statuts, les décisions sont prises à une majorité représentant au moins 50 % du capital souscrit par les États membres et au moins un tiers des membres ayant droit de vote. Le Conseil d'administration est présidé par le président de la Banque, sans droit de vote.

Le Comité de direction est l'organe décisionnel résident de la Banque. Il assure la gestion des affaires courantes de la BEI et prépare les décisions du Conseil d'administration, dont il assure ensuite l'exécution. Il se réunit une fois par semaine. Le Comité de direction travaille sous l'autorité du président et sous le contrôle du Conseil d'administration. Ses huit autres membres sont les vice-présidents de la BEI. Ses membres sont nommés pour un mandat renouvelable de six ans et ne sont responsables que devant la Banque.

En outre, la Banque est dotée d'un **Comité de vérification** indépendant, directement responsable devant le Conseil des gouverneurs. Il est chargé d'auditer les comptes de la BEI et de vérifier que ses activités sont conformes aux meilleures pratiques bancaires. Les déclarations du Comité de vérification sont communiquées au Conseil des gouverneurs en même temps que le rapport annuel du Conseil d'administration. Le Comité de vérification est composé de six membres nommés pour un mandat non renouvelable de six exercices consécutifs.

ET MAINTENANT ?

La Banque s'est donné pour objectif un montant de 63 milliards d'euros de nouvelles signatures de prêts pour 2019. Cet objectif suppose le remplacement du montant de 3,5 milliards d'euros de capital versé qui, à la suite du Brexit, ferait l'objet d'un retrait par le Royaume-Uni.

Les activités de la Banque ont beaucoup évolué ces dernières années, au fur et à mesure que son rôle dans la mise en œuvre des initiatives stratégiques de l'UE a été renforcé. La collaboration avec le Fonds européen pour les investissements stratégiques, en vue de mobiliser des fonds privés en faveur du financement de projets clés, conjuguée à l'exécution de mandats de financement, a ni plus ni moins modifié l'ADN du Groupe BEI.

Faits marquants concernant le plan d'activité de la BEI pour 2019

Les « activités spéciales » à haut risque de la Banque, qui comprennent des projets liés au Fonds européen pour les investissements stratégiques, continuent d'emmener la Banque au-delà de ses clients et marchés traditionnels et requièrent souvent la mobilisation de plus de ressources humaines. Dans la lignée de la tendance de ces dernières années, une part élevée d'opérations — environ 50 % — sera réalisée avec de nouveaux clients. Cette part est portée à 80 % pour les nouveaux produits et initiatives relevant des activités spéciales.

Les services de conseil continuent de représenter un volet important de l'activité de la BEI. Celle-ci prévoit 528 nouvelles missions en 2019, soit environ le même niveau qu'en 2018, à l'appui de 45 milliards d'euros d'investissements. Elle entend consacrer, chaque année, au moins 25 % de sa capacité de prêt à des projets liés au climat et porter de 25 % à 35 % la part de ses prêts dédiés à l'action en faveur du climat dans les pays en développement. Elle s'est engagée à soutenir des projets relevant de l'action climatique, qui représentent un total global de 100 milliards de dollars d'investissements, sur la période allant de 2016 à 2020. La Banque continuera également de mettre l'accent sur les projets d'infrastructures, notamment en vue de réduire les déchets et de préserver les ressources.

La BEI maintient un cap ambitieux sur le front des prêts aux petites et moyennes entreprises et aux entreprises de taille intermédiaire, et elle prévoit d'augmenter la part de financements destinés aux entreprises innovantes. Ainsi, le soutien effectif aux petites entreprises et aux entreprises de taille intermédiaire devrait atteindre 17,4 milliards d'euros en 2019. Compte tenu des financements prévus au titre du Fonds européen d'investissement, le soutien du Groupe BEI aux petites entreprises pourrait dépasser 22 milliards d'euros en 2019 et 2020.

La Banque, qui a célébré son 60^e anniversaire en 2018, est en constante évolution. Elle demeure néanmoins résolue à exercer le plus grand impact possible dans les domaines de la cohésion sociale, de la compétitivité et de la lutte contre les changements climatiques, et à soutenir l'UE en tant que force stabilisatrice dans le paysage mondial.

60^{ans}

**Pour prospérer,
ensemble**



POTENTIEL LIBÉRÉ

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2018



**Groupe
Banque européenne
d'investissement**

Le **Groupe BEI** est constitué
de la Banque européenne d'investissement
et du Fonds européen d'investissement.

Banque européenne d'investissement
98-100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg
☎ +352 4379-1
www.bei.org – ✉ info@bei.org

🐦 twitter.com/EIB

📘 facebook.com/EuropeanInvestmentBank

📺 youtube.com/EIBtheEUBank

Fonds européen d'investissement
37B, avenue J.F. Kennedy
L-2968 Luxembourg
☎ +352 2485-1
www.eif.org – ✉ info@eif.org